

(suite de la 1e page.)

de bonne-prise, depuis les livres de cor qu'aux rideaux de fenê.
JEUDI, 27 JUILLET 1899.

Toutes communications concernant la rédaction doivent être adressées à
M. le Rédacteur de l'Echo de Manitoba
Boîte 1309, WINNIPEG, M.A.N.

Leur fameux programme

Nous le connaissons enfin ce fameux programme qu'on se refusait si obstinément à nous faire connaître. Il n'est point compliqué, je vous prie de le croire, car il se résume uniquement en ceci : Renverser le gouvernement Greenway.

C'est là tout le programme du jeune rhétoricien qui prétend présider aujourd'hui aux destinées du parti conservateur français. La dernière issue de son journal le "Manitoba" confirme d'ailleurs les déclarations faites par lui de vive voix aux électeurs de St. Norbert ; il convient donc de s'en occuper.

Il est douteux que les hommes sérieux du parti conservateur se déclarent satisfaits d'un tel programme; seuls les fanatiques intransigeants, la toute petite collection de moblusques obstinément réfugiés dans leur coquille indigo, pourront mordre à un appât aussi grossier, et souscrire à un programme qui volontairement sacrifie tous les intérêts de la minorité, à la satisfaction d'une rancune.

Car c'est en somme ce que signifie, ce prétendu programme; il est l'expression la plus complète du fanatisme, de l'étroitesse d'esprit, de la mesquinerie qui depuis dix ans ont toujours inspiré la coterie Bernier et consorts.

Ces gens là sont de la catégorie de ceux qui "n'ont rien vu, rien appris", ils ont pris position une fois pour toutes et quoiqu'il arrive, quoi qu'on fasse, ils entendent s'y maintenir.

Pour eux rien n'existe, rien n'est digne d'attention, qui ne rentre pas dans la conception stéréotypée en leur cervelle étroite.

Ils se sont réfugiés dans le passé, ils s'y cantonnent, ils se voilent la tête pour ne point fatiguer leurs yeux de la lumière du jour; et tous leurs efforts se bornent à pleurer sur Israël!

Ils sont peut-être sincères, nous aimons à le croire; peut-être n'y a-t-il pas de place en leur cervelle pour un raisonnement nouveau; peut-être sont-ils plus à plaindre qu'à blâmer c'est bien possible après tout.

Mais alors, qu'ils ne prétendent point se mêler de diriger les intérêts de la minorité catholique; comme citoyens leur entêtement pourrait être excusable, comme chefs politiques cet entêtement coupable est un véritable crime.

Il faut être particulièrement indulgent pour le jeune néophyte qui aujourd'hui se jette si imprudemment dans la lice politique; il n'est que l'écho fidèle de la voix paternelle; il brode en bon élève de rhétorique sur les thèmes favoris de Monsieur son papa; il a biberonné, il biberonne encore chaque jour le fanatisme et l'intransigeance à la bouteille paternelle! on ne saurait en bonne conscience le tenir responsable de ces dythyram-

bes, contre "l'oppression", qui pour lui constituent le nec plus ultra de l'habileté politique; il continue ingénument, au barreau, comme au journal, comme sur le hustings, ses exercices de rhétorique; et cela seul pour lui constitue la politique. Au fond, le véritable chef, le seul responsable, c'est toujours et encore le trop fameux Sénateur Bernier! c'est dire la popularité qui attend son nourrisson!

En réalité, le cri de guerre que lance aujourd'hui le jeune rédacteur du "Manitoba" est le cri qui depuis dix ans a servi au ralliement de sa coterie; il reste tel, sans égard au changements survenus.

Peu importe l'encyclique "affari vos", peu importent les concessions obtenues, peu importent les déclarations formelles de Monseigneur Langevin au sujet de ces concessions; tout cela n'existe point, un seul fait subsiste l'acte de 1890, le reste n'est que quantité négligeable.

Le seul sentiment qui subsiste en ces cœurs de si parfaits chrétiens, c'est celui de la vengeance.

Avez vous donc oublié les paroles récentes de votre Archevêque à Lorette, où prétendez vous les ignorer de parti pris, et faut il vous les rappeler?

"La question des écoles n'est pas définitivement réglée, nous avons obtenu des CONCESSIONS FAVORABLES, mais il nous faut de plus que ces concessions soient sanctionnées par des lois. Soyons prudents et sages; ainsi nous parviendrons à tout obtenir, ne vous occupez pas de parti politique, agissez d'après votre conscience de catholique; peu importent les partis pourvu que nous ayons nos écoles telles que nous les voulons."

Ces paroles vous ne pouvez les nier, vous en connaissez l'absolue authenticité et cependant votre programme semble un défi en règle contre chacune d'elle.

Vous osez affirmer que "Greenway est encore l'oppressé d'aujourd'hui" vous osez crier "qu'il nous brise aujourd'hui la poitrine de son talon" quand vous savez bien que nous jouissons au contraire d'améliorations sensibles, quand vous savez pertinemment que jamais depuis 9 ans nos poitrines n'ont respiré plus librement.

Vous mentez sciemment, délibérément pour le seul besoin de motiver vos hideuses rancunes; ce n'est pas nous qui vous soufflons au visage; ce sont les paroles mêmes de notre Archevêque "nous avons obtenu des concessions favorables."

Osez donc les nier maintenant ces concessions? que deviennent vos dythyrambes contre "l'oppressé actuel, et certain" en présence de ces déclarations catégoriques? Dites? qu'en reste-t-il?

Du vent; un vent empesté qui exhale des relents de haine, de mensonge et d'hypocrisie!

Est-ce ainsi que vous entendez la "sagesse et la prudence"? vous qui pour tout programme n'avez qu'un cri de guerre et de vengeance; vous qui vous efforcez d'envenimer la question, d'exciter les esprits par des déclamations mensongères, vous qui vous efforcez de faire revivre le passé, avec tout son

cortège de tristesses; vous qui volontairement, le substituez au présent dans l'espoir de réveiller les blessures mal cicatrisées!

Est-ce donc là ce que vous inspire votre conscience de catholique?

Est-ce ainsi que vous espérez "parvenir à tout obtenir"?

Vous êtes de ceux qui justifient ce ver de Boileau "tant de fiel entre-t-il dans l'âme des dévots!"

Où irez vous? que ferez vous une fois votre but atteint? Une fois votre vengeance satisfaite?

Dites? y avez vous songé seulement?

Oseriez vous bien, avouer quels sont vos secrets espoirs? Mais l'avenir cela vous importe peu! le souci des intérêts de la minorité, c'est le cadet de vos soucis, vous cuvez votre haine, et cela seul vous suffit.

"La sage conduite, a dit La Bruyère, roule sur deux pivots le passé et l'avenir."

Pour vous, vous faites rouler toute votre conduite sur un seul pivot, le passé! et en cela vous faites oeuvre de fou.

L'avenir! vous avez une manière à vous de l'envisager; et elle est bien instructive, la désinvolture avec laquelle vous affectez de vous dégager de ces préoccupations.

"A chaque jour suffit sa peine, Si demain nous devons avoir en face un autre oppresseur, ce sera le temps de le traiter selon qu'il le méritera."

Où nous la reconnaissons bien là, cette abominable politique qui pour notre malheur, a grâce à vous, prévalu jusqu'à ce jour.

Attendre, voir venir, vivre au jour le jour, ne jamais prévoir, ne jamais regarder devant soi; puis lorsque le malheur est arrivé, plaindre, gémir, pleurnicher, faire des philippiques.

Où c'est bien là, ce qui a été de tout temps votre politique favorite.

S'attarder sur le passé, pleurer sur ce qui est inéluctable voilà votre rôle.

Vous avez un euphémisme odieux pour excuser votre conduite:

"Nous avons assez à combattre les maux actuels, sans nous épuiser, sans émietter nos forces à combattre les maux problématiques de l'avenir."

Et voilà les gens qui voudraient aujourd'hui rallier autour d'eux la minorité catholique française!

Voilà les profonds politiques qui aspirent à conduire cette minorité!

C'est avec un pareil programme qu'ils espèrent nous inspirer confiance!

En vérité, jamais leur complète insuffisance, jamais la vuidité de leur cerveau ne sont apparues plus manifestes!

Ça des hommes politiques! ça des chefs! ça un programme politique?

Oh non, alors!

Comprendra-t-on enfin, que ces gens là sont l'antithèse vivante de tout ce que l'on est en droit de réclamer, de chefs politiques!

Ils n'ont aucune élévation d'idée, aucune largeur de vues; ils sont à la fois myopes et presbytes; haineux et rancuniers; personnels et mesquins; sourds à tout raisonnement; toute leur conception politique tient dans

deux mots "la haine et l'intérêt personnel."

N'attendez point d'eux qu'ils scrutent l'avenir; leurs forces, ne le leur permettent point; ils ont peur de s'épuiser, les pauvres! ils craignent de s'émietter.

Qu'ils se rassurent! les catholiques français, enfin éclairés sur leur juste valeur leur feront d'ici peu de tranquilles loisirs; Ils se débarrasseront enfin de ces faux bonshommes politiques, de ces héros en banderole qui pour notre malheur, hélas nous ont trop longtemps bernés!

C'est un avenir qu'ils n'ont certainement pas considéré celui-là, mais un avenir tout ce qu'il y a de moins problématique.

Les premiers coupables.

C'est la tactique actuelle du parti conservateur français de vouloir rejeter sur le parti libéral tout entier l'odieuse des lois de 1890 contre les écoles catholiques et contre la langue française.

A les lire on croirait que les conservateurs anglais sont des petits saints, et qu'ils n'ont jamais partagé ces sentiments d'hostilité contre la minorité catholique française.

Il n'en est rien hélas, et la vérité est que bien avant l'arrivée des libéraux, les conservateurs anglais s'étaient plus d'une fois livrés à de semblables hostilités.

Seules les circonstances ne leur ont pas permis de mener à bonne fin ces tentatives odieuses.

Il est nécessaires de rappeler ces souvenirs pour démontrer la partialité déplorable que dénote la tactique actuelle du "Manitoba"

Dès 1874 M. John Norquay, le grand chef conservateur qui devait plus tard diriger son parti pendant plusieurs années, M. Norquay fit les élections générales au cri de:

"A bas la dénomination française."

Il demandait ouvertement l'abolition des écoles séparées et celle de l'usage officiel du français.

Nous occupions heureusement dans ce temps-là une position qui nous permettait de lutter victorieusement, et la campagne électorale n'eut pas de répercussion dans l'assemblée.

Il n'en est pas moins incontestable que la semence était jetée dans la population, et que le premier semeur fut M. John Norquay.

Quatre ans plus tard la mauvaise herbe commença à lever.

M. John Norquay alors premier ministre, entreprend de modifier les limites des divisions électorales de la province, et propose une mesure permettant au gouvernement de le dispenser de l'impression en langue française d'une grande partie des documents officiels.

Lui-même le déclare dans une lettre du 3 juin 1879, adressée à M. J. Dubuc qui, prié d'accepter un siège, avait désiré connaître "les articles du programme du gouvernement tel que reconstitué."

Comme M. Dubuc s'était empressé de refuser dans de telles conditions, M. Norquay sollicita alors du lieutenant gouverneur, l'hon. Jos. Cauchon, la permission de ne pas remplacer dans le cabinet les ministres français démissionnaires, MM. Royal et Delorme.

Cette autorisation fut d'ailleurs refusée par M. Cauchon, un libéral celui-là, et deux anglais remplacèrent dans le cabinet les deux ministres démissionnaires.

Aussitôt le 10 juin, le ministre Norquay propose son bill destiné à

remanier les comtés électoraux, et voici comment l'hon. M. Royal seconde par M. Delorme, appréciait alors ce bill. (Journal de la Chambre 1879, page 73.)

"10. Que vu que le bill, tel que rapporté, manque entièrement de justice envers la population qui parle la langue française:

70. Que le bill, tel que rapporté, a été préparé par une majorité de la Chambre, composé de tous les représentants des divisions électorales où demeurent les électeurs parlant l'anglais, que la minorité composée de tous les membres représentant les divisions électorales parlant le français, a été expressément et systématiquement ignorée, etc., etc."

Le bill cependant fut voté par 12 voix contre 8.

L'on voit par les appréciations mêmes de M. Royal, un conservateur pourtant, que dès cette époque les conservateurs anglais ne le cédaient en rien aux libéraux anglais de Greenway.

Mais il y a mieux encore.

Le lendemain, 17 juin, vient la lecture du bill sur les impressions publiques, bill destiné à supprimer les impressions en français.

Voici comment M. Royal appréciait ce bill, dans l'amendement proposé par lui:

"Qu'attendu que la tenue des archives publiques de la Province de Manitoba, dans les langues française et anglaise, fait partie de la constitution écrite de Manitoba, qui a été obtenue par la population de ce pays, et accordée par la Puissance du Canada, sous la sanction d'un acte impérial;

"Et attendu que tous les membres représentant des divisions électorales parlant l'anglais, formant la majorité de la Législature Provinciale, ont récemment formé une ligue dans le but principal de faire disparaître la légitime influence du plus ancien et aujourd'hui un des deux éléments principaux de la population de la Province;

"Attendu que sous le faux prétexte d'économie, le soit-disant parti anglais a déterminé par la même ligue, d'abolir l'impression en langue française de tous les documents publics, excepté les Statuts de la Province; etc., etc."

Le bill, notez bien, fut voté par 12 voix contre 6. Seule l'énergie du lieutenant gouverneur Cauchon (un infâme libéral!) qui refusa de sanctionner ce bill sauva pour cette fois la langue française.

On le voit donc, les conservateurs anglais sont les plus coupables, puis que ce sont eux qui les premiers ont ouvert les hostilités contre nous, et c'est être impartial que d'affirmer leur responsabilité morale entière des événements de 1890.

D'ailleurs, ne l'ont-ils pas prouvé nettement par leur vote du 12 mai 1890, lors de la seconde lecture de la loi sur les écoles, quand l'opposition conservatrice toute entière se joignit à la majorité libérale anglaise pour voter en faveur de la loi?

Six voix seulement votèrent contre, ce sont toutes des voix françaises, celles de MM. Gelly, Jérôme, Lagimodière, Marion, Martin (Morris) Prendergast.

Que reste-t-il maintenant des prétentions mensongères du "Manitoba"?

Si nous devions baser notre politique uniquement sur le ressentiment, ne serions-nous pas bien fondés à traiter nous aussi d'opresseurs les conservateurs anglais qui bien avant Green-

(Suite sur la 5e page.)